

Encore un article passionnant et important, sur le site important d'information quotidienne qu'est Le Grand Soir.

Merci [Viktor](#), pour la traduction et pour le signalement.

On reconnaît le mode opératoire du putsch néonazi en Ukraine organisé et soutenu par les USA et l'UE.

Étienne.



Rétablir les faits : Que se passe-t-il réellement au Nicaragua ? (Popular Resistance, traduit par Viktor Dedaj pour Le Grand Soir)

10 juillet 2018 - Il y a beaucoup d'informations fausses et inexactes sur le Nicaragua dans les médias. Même à gauche, certains ont simplement répété les affirmations douteuses de CNN et des médias oligarchiques du Nicaragua pour soutenir la destitution du président Ortega. Le récit de manifestants non violents contre les escadrons anti-émeute et les paramilitaires pro-gouvernementaux n'a pas été remis en question par les médias internationaux.

Cet article cherche à rétablir les faits, à décrire ce qui se passe au Nicaragua et pourquoi. Au moment où nous écrivons ces lignes, le coup d'Etat semble échouer, les gens se sont ralliés pour la paix (comme l'a montré cette marche massive pour la paix du samedi 7 juillet) et la vérité est en train de sortir (par exemple, la <https://youtu.be/Seue3aQ8-hM> catholique le 9 juillet). Il est important de comprendre ce qui se passe parce que le Nicaragua est un exemple des types de coups d'État violents que les États-Unis et les riches utilisent pour mettre en place des gouvernements néolibéraux dominés par le monde des affaires. Si les gens comprennent ces tactiques, celles-ci seront moins efficaces.

Brouiller les intérêts de classe

Les experts américains tirent en partie leur information des médias, comme *La Prensa* de Jaime Chamorro-Cardenal et *Confidencial* de la même famille oligarchique, qui sont les éléments les plus actifs des médias pro-coup. La répétition et l'amplification de leur récit délégitiment le gouvernement sandiniste et demande la reddition inconditionnelle de Daniel Ortega comme la seule option acceptable. Ces experts fournissent une couverture à des intérêts internes et externes néfastes qui ont pour objectif de contrôler le pays le plus pauvre et pourtant riche en ressources de l'Amérique centrale.

La tentative de coup d'Etat a mis en évidence les divisions de classe au Nicaragua. Piero Coen, l'homme le plus riche du Nicaragua, propriétaire de toutes les opérations nationales de Western Union et d'une entreprise agrochimique, est arrivé personnellement le premier jour des protestations à l'Université Polytechnique de Managua, pour encourager les étudiants à continuer à protester, en promettant son soutien.

L'oligarchie traditionnelle du Nicaragua, dirigée politiquement par la famille Chamorro, publie des ultimatums constants au gouvernement par l'intermédiaire de ses médias et finance les barrages routiers qui paralysent le pays depuis huit semaines.

L'Église catholique, longtemps alliée aux oligarques, a mis tout son poids derrière la création et le maintien d'actions antigouvernementales, y compris ses universités, ses écoles secondaires, ses églises, ses comptes bancaires, ses véhicules, ses tweets, ses sermons dominicaux et un effort totalement partisan pour servir de médiateur au [Dialogue national](#). Des évêques ont [proféré des menaces de mort](#) contre le président et sa famille, et un prêtre a été filmé en train de superviser la torture des Sandinistes. Le [pape François](#) a appelé à un dialogue de paix, et même [convoqué le cardinal Leonardo Brenes et l'évêque Rolando Alvarez](#) à une réunion privée au Vatican, déclenchant des rumeurs selon lesquelles les *monseñores* nicaraguayens étaient sermonnés pour leur implication évidente dans le conflit qu'ils étaient officiellement en train d'arbitrer. L'église reste l'un des rares piliers qui maintiennent le coup d'Etat en vie.

Une affirmation courante est que Ortega s'est allié à l'oligarchie traditionnelle, mais c'est tout le

contraire. C'est le premier gouvernement depuis l'indépendance du Nicaragua qui ne comprend pas un membre de l'oligarchie. Depuis les années 1830 jusqu'aux années 1990, tous les gouvernements nicaraguayens - même pendant la Révolution sandiniste - comprenaient des membres des 'grandes familles', Chamorro, Cardenal, Belli, Pellas, Lacayo, Montealegre, Gurdíán. Depuis 2007, ce n'est plus cas, ce qui explique pourquoi ces familles appuient le coup d'État.

Les détracteurs d'Ortega affirment que son dialogue tri-partite, entre syndicats, capitalistes et l'État constitue une alliance avec les grandes entreprises. En fait, ce processus a permis d'obtenir le [taux de croissance le plus élevé d'Amérique centrale](#) et des augmentations annuelles du salaire minimum de 5 à 7 % supérieures à l'inflation, améliorant ainsi les conditions de vie des travailleurs et permettant aux gens de sortir de la pauvreté. Le [projet Borgen](#) de lutte contre la pauvreté rapporte que la pauvreté a chuté de 30 pour cent entre 2005 et 2014.

Le gouvernement dirigé par le FSLN a mis en place un modèle économique basé sur l'investissement public et le renforcement du filet de sécurité pour les pauvres. Le gouvernement investit dans l'infrastructure, le transport en commun, l'entretien de l'eau et de l'électricité dans le secteur public et a transféré les services privatisés, par exemple, les soins de santé et l'éducation primaire dans le secteur public. Ceci a assuré une structure économique stable qui favorise l'économie réelle par rapport à l'économie spéculative. La part du lion de l'infrastructure au Nicaragua a été construite au cours des 11 dernières années, ce qui est comparable à l'époque du New Deal aux États-Unis, y compris les centrales électriques à énergies renouvelables à travers le pays.

Ce que les commentateurs libéraux et même de gauche négligent, c'est que contrairement au gouvernement Lula au Brésil, qui a réduit la pauvreté par des versements d'argent aux familles pauvres, le Nicaragua a redistribué le capital productif afin de développer une économie populaire autosuffisante. Le modèle FSLN doit être compris comme un modèle qui met l'accent sur l'économie populaire plutôt que sur l'État ou les sphères capitalistes.

Alors que le secteur privé emploie environ 15% des travailleurs nicaraguayens, le secteur informel emploie plus de 60%. Le secteur informel a bénéficié d'investissements publics de 400 millions de dollars, dont une grande partie provient des fonds de l'alliance ALBA pour financer des microcrédits pour les petites et moyennes entreprises agricoles. Ces entreprises sont soutenues aussi par les politiques visant à faciliter le crédit, l'équipement, la formation, le bétail, les semences et le carburant subventionné. Les petits et moyens producteurs du Nicaragua ont conduit le pays à produire 80 à 90 % de sa production alimentaire et à mettre fin à sa dépendance aux prêts du FMI.

En tant que tels, les travailleurs et les paysans - dont beaucoup sont des travailleurs indépendants et qui ont accédé au capital productif par la Révolution sandiniste et les luttes qui ont suivi - représentent un sujet politique important du développement social stable de l'après-guerre de la dernière décennie, y compris les centaines de milliers de paysans qui ont reçu des titres fonciers et près du quart du territoire national attribué à titre collectif en tant que territoire des nations autochtones. Les mouvements sociaux des travailleurs, des paysans et des groupes indigènes ont été la base du soutien populaire qui a ramené le FSLN au pouvoir.

L'octroi de titres fonciers et l'aide aux petites entreprises ont également mis l'accent sur l'égalité des femmes, ce qui a permis au Nicaragua d'avoir [le niveau d'inégalité entre les sexes le plus bas d'Amérique latine](#) et de se classer 12^e sur 145 pays dans le monde, juste derrière l'Allemagne.

Au fil du temps, le gouvernement du FSLN a incorporé ce secteur indépendant massif, ainsi que les travailleurs *maquiladora* (c'est-à-dire les travailleurs du textile dans les usines étrangères situées dans les zones franches créées par les gouvernements néolibéraux précédents), dans le système de soins de santé et de retraite, ce qui a fait croître les engagements financiers, ce qui exigeait une nouvelle formule pour assurer la stabilité fiscale. Les réformes proposées à la sécurité sociale [ont déclenché des protestations](#) du secteur privé et des étudiants le 18 avril. Le lobby des entreprises a appelé à la protestation lorsque Ortega a proposé d'augmenter de 3,5 % les cotisations patronales aux fonds de pension et de santé, alors que les cotisations des travailleurs n'étaient que légèrement augmenté de 0,75 %, et de transférer 5 % des pensions des retraités à leur fonds de soins de santé. La réforme a également mis fin à une échappatoire qui permettait aux personnes à revenu élevé de déclarer un faible revenu afin d'avoir accès aux prestations de santé.

Il s'agissait [d'une contre-proposition à celle du FMI](#) de relever l'âge de la retraite et de plus que doubler le nombre de semaines que les travailleurs devraient cotiser à la caisse de retraite pour avoir accès aux prestations. Le fait que le gouvernement se soit senti assez fort pour refuser les demandes

d'austérité du FMI et du lobby des entreprises était un signe que le pouvoir de négociation du capital privé a diminué, alors que [la croissance économique impressionnante](#) du Nicaragua, une augmentation de 38% du PIB entre 2006-2017, a été tirée par les petits producteurs et les dépenses publiques. Cependant, l'opposition a utilisé des publicités manipulatrices sur Facebook présentant la réforme comme une mesure d'austérité, plus des fausses nouvelles de la mort d'un étudiant le 18 avril, pour provoquer des protestations à travers le pays le 19 avril. Aussitôt, [la machine à changer de régime](#) s'est mise en marche.

Le Dialogue national montre les intérêts de classe dans le conflit. *L'Alliance civique pour la justice et la démocratie* de l'opposition a comme figures clés : José Adan Aguirre, chef du lobby des entreprises privées ; Maria Nelly Rivas, directrice de Cargill au Nicaragua et directrice de la Chambre de commerce États-Unis-Nicaragua ; les étudiants d'universités privées du Mouvement du 19 avril ; Michael Healy, directeur d'une société sucrière colombienne et chef du lobby agroalimentaire ; Juan Sebastian Chamorro, qui représente l'oligarchie déguisé en société civile ; Carlos Tunnermann, 85 ans, ex-ministre sandiniste et ex-chancelier de l'Université nationale ; Azalea Solis, directrice d'une organisation féministe financée par le gouvernement américain ; et Medardo Mairena, un 'leader paysan' financé par le gouvernement américain, qui a vécu 17 ans au Costa Rica avant d'être déporté en 2017 pour trafic d'êtres humains. Tunnermann, Solis et les étudiants du 19 avril sont tous associés au Mouvement pour la Rénovation du Sandinisme (MRS), un petit parti sandiniste qui mérite néanmoins une attention particulière.

Dans les années 1980, de nombreux cadres supérieurs du Front sandiniste étaient, en fait, les enfants de certaines des célèbres familles oligarchiques, comme les frères Cardenal et une partie de la famille Chamorro, en charge respectivement des ministères de la Culture et de l'Éducation et des médias du gouvernement révolutionnaire. Après la défaite électorale du FSLN en 1990, les enfants de l'oligarchie ont provoqué un exode du parti. Avec eux, certains des cadres intellectuels, militaires et du renseignement les plus remarquables ont quitté et formé, au fil du temps, le MRS. Le nouveau parti a renoncé au socialisme, blâmé Daniel Ortega pour toutes les erreurs de la Révolution et, avec le temps, s'est emparé de la sphère des organisations non gouvernementales (ONG) au Nicaragua, y compris les organisations féministes, écologistes, les jeunes, les médias et les organisations de défense des droits de l'homme.

Depuis 2007, le MRS est devenu de plus en plus proche de l'extrême droite du Parti républicain américain. Depuis l'éclatement de la violence en avril, beaucoup sinon la plupart des sources citées par les médias occidentaux (y compris, ce qui est inquiétant, *Democracy Now !* d'Amy Goodman), proviennent de ce parti, qui a le soutien de moins de 2% de l'électorat nicaraguayen. Cela permet aux oligarques d'exprimer leur violente tentative de réinstaller le néolibéralisme dans un discours qui sonne de gauche d'anciens sandinistes critiques à l'égard du gouvernement Ortega.

C'est une farce de prétendre que les travailleurs et les paysans sont derrière les troubles. *Vía Campesina*, le Syndicat national des agriculteurs et des éleveurs, l'[Association des travailleurs ruraux](#), le [Front national des travailleurs](#), la [nation indigène Mayangna](#) et d'autres mouvements et organisations ont réclamé sans équivoque la fin de la violence et annoncé leur soutien au gouvernement Ortega. Cette agitation est une opération de changement de régime à grande échelle menée par des oligarques des médias, un réseau d'ONG financé par le gouvernement américain, des éléments armés de familles de propriétaires terriens de l'élite et l'Église catholique, et a ouvert la voie aux cartels de la drogue et au crime organisé pour prendre pied au Nicaragua.

L'éléphant dans la pièce

Ce qui nous amène à l'implication du gouvernement américain dans le coup d'Etat violent.

Comme [Tom Ricker l'a signalé](#) au début de cette crise politique, il y a plusieurs années, le gouvernement américain a décidé de financer le secteur de la société civile des ONG au lieu de financer les partis politiques de l'opposition, qui ont perdu une énorme légitimité au Nicaragua. Le National Endowment for Democracy (NED) a [donné plus de 700 000 \\$](#) pour bâtir une opposition au gouvernement en 2017, et a accordé plus de 4,4 millions de dollars depuis 2014. L'objectif principal de ce financement était de 'fournir une stratégie coordonnée et une voix médiatique pour les groupes d'opposition au Nicaragua'. Ricker ajoute :

« Le résultat de cette construction cohérente et du financement des ressources de l'opposition a été de créer une chambre d'écho amplifiée par les commentateurs des médias internationaux - dont la plupart n'ont pas de présence au Nicaragua et s'appuient sur ces sources secondaires. »

Le père fondateur de NED, Allen Weinstein, [a décrit NED](#) comme une façade de la CIA : « Beaucoup de ce que nous faisons aujourd'hui a été fait clandestinement il y a 25 ans par la CIA. » Au Nicaragua, plutôt que la droite traditionnelle, le NED finance les organisations affiliées à la MRS qui émettent des critiques supposément de gauche contre le gouvernement. Les militants du changement de régime utilisent des slogans, des chansons et des symboles sandinistes alors même qu'ils brûlent des monuments historiques, repeignent par dessus les marques rouges et noires des martyrs tombés au champ d'honneur et attaquent physiquement les membres du parti sandiniste.

Parmi les groupes d'opposition du Dialogue national, l'organisation féministe Azalea Solis et l'organisation paysanne Medardo Mairena sont financées [par des subventions NED](#), tandis que les étudiants du 19 avril séjournent dans des hôtels et font des voyages payés par [Freedom House](#), un autre organe de changement de régime financé par NED et USAID. NED finance également *Confidencial*, l'organisation médiatique des Chamorro. Les subventions du NED financent l'Institute of Strategic Studies and Public Policy (IEEPP), dont le directeur exécutif, Felix Maradiaga, est un autre cadre de MRS très proche de l'ambassade des États-Unis. En juin, Maradiaga a été accusé d'avoir dirigé un réseau criminel appelé Viper qui, depuis le campus occupé de l'UPOLI, a organisé des vols de voitures, des incendies criminels et des meurtres afin de créer le chaos et la panique pendant les mois d'avril et mai.

Maradiaga a grandi aux États-Unis et est devenu membre de l'[Aspen Leadership Institute](#), avant d'étudier les politiques publiques à Harvard. Il a été secrétaire au ministère de la Défense du dernier président libéral, Enrique Bolaños. Il est un « [Young Global Leader](#) » au [Forum économique mondial](#) et, en 2015, le Chicago Council on Global Affairs lui a décerné la bourse Gus Hart, bourse déjà décernée dans le passé à la dissidente cubaine Yoani Sánchez et à Henrique Capriles Radonski, le leader de l'opposition vénézuélienne qui a attaqué l'ambassade cubaine lors de la tentative de coup d'État de 2002.

Fait remarquable, Maradiaga n'est pas le seul dirigeant de la tentative de coup d'État à faire partie du réseau [Aspen World Leadership Network](#). Maria Nelly Rivas, [directrice au Nicaragua du géant américain Cargill](#), est l'un des principaux porte-parole de l'Alliance civique de l'opposition. M. Rivas, qui dirige actuellement la [Chambre de commerce États-Unis-Nicaragua](#), est en cours de préparation en vue des prochaines élections présidentielles. Sous ces leaders préparés aux États-Unis, il y a un réseau de plus de 2 000 jeunes qui ont [reçu une formation avec des fonds NED](#) sur des sujets tels que les compétences en matière de médias sociaux pour la défense de la démocratie. Ce bataillon de guerriers des médias sociaux a été en mesure de façonner et de contrôler immédiatement l'opinion publique sur Facebook en cinq jours, du 18 au 22 avril, ce qui a donné lieu à des manifestations violentes et spontanées dans tout le pays.

Sur la violence

L'une des façons dont les reportages sur le Nicaragua se sont écartés le plus de la vérité est de qualifier l'opposition de 'non-violente'. Le scénario de violence, calqué sur [les manifestations guarimbas de 2014 et 2017](#) au Venezuela, consiste à organiser des attaques armées contre les bâtiments du gouvernement, à inciter la police à envoyer des escadrons anti-émeute, à s'engager dans des confrontations filmées et à publier en ligne des images montées en prétendant que le gouvernement est violent à l'encontre des manifestants non violents.

Plus de 60 bâtiments gouvernementaux ont été incendiés, des écoles, des hôpitaux, des centres de santé attaqués, 55 ambulances endommagées, au moins [112 millions de dollars](#) en dommages aux infrastructures, de petites entreprises ont été fermées et 200 000 emplois ont été perdus, ce qui a eu [un impact économique dévastateur](#) pendant les manifestations. Outre des milliers de blessés, 15 étudiants et 16 policiers ont été tués, ainsi que plus de 200 Sandinistes kidnappés, dont beaucoup ont été torturés publiquement. Les [atrocités violentes de l'opposition](#) ont été présentées à tort comme une répression gouvernementale. S'il est important de défendre le droit du public à protester, quelles que soient ses opinions politiques, il est malhonnête d'ignorer que [la stratégie de l'opposition exige et se nourrit de violence et de morts](#).

Les informations nationales et internationales font état de morts et de blessés dus à la 'répression' [sans expliquer le contexte](#). Les cocktails Molotov, les lanceurs de mortier, les pistolets et les fusils d'assaut utilisés par les groupes d'opposition sont ignorés par les médias, et lorsque des sympathisants sandinistes, des policiers ou des passants sont tués, ils sont faussement comptés comme victimes de la répression de l'État. Les allégations explosives lancées par l'opposition telles que les [massacres d'enfants](#) et les [meurtres de femmes](#), se sont révélées fausses, et les cas de torture, de disparitions et

d'exécutions extrajudiciaires par les forces de police n'ont pas été corroborés par des preuves ou une procédure régulière.

Bien qu'il existe des preuves à l'appui de l'allégation de l'opposition selon laquelle des [tireurs d'élite](#) tuent des manifestants, il n'y a pas d'explication logique pour que l'État utilise des tireurs d'élite pour augmenter le nombre de morts, et les contre-manifestants ont également été victimes de tirs de tireurs d'élite, suggérant la présence d'un provocateur 'tiers' dans la violence déstabilisante. Lorsqu'une famille sandiniste entière a été brûlée à mort à Managua, les médias d'opposition ont tous cité un témoin qui affirmait que [la police avait mis le feu à la maison](#), alors que la maison se trouvait dans un quartier barricadé interdit à la police.

La Police nationale du Nicaragua est [reconnue depuis longtemps](#) pour son modèle de police communautaire (contrairement à la police militarisée dans la plupart des pays d'Amérique centrale), son manque relatif de corruption et ses hauts gradés majoritairement féminins. La stratégie du coup d'État a cherché à détruire la confiance du public dans la police par l'utilisation flagrante de fausses nouvelles, comme les nombreuses fausses allégations d'assassinats, de passages à tabac, de torture et de disparitions au cours de la semaine du 17 au 23 avril. Plusieurs jeunes dont les photos ont été prises lors de rassemblements d'opposition en tant que victimes de la violence policière [se sont révélés vivants](#) et en bonne santé.

La police a été totalement inadaptée et sous-préparée aux affrontements armés. Les attaques contre plusieurs bâtiments publics la même nuit et les premiers grands incendies criminels ont conduit les fonctionnaires à tenir des veillées avec des barils d'eau et, souvent, des bâtons et des pierres, pour repousser les assaillants. L'opposition, frustrée de ne pas parvenir à plus de conflits avec les policiers, a commencé à construire des barrages routiers à travers le pays et à brûler les maisons des Sandinistes, et même à tirer et brûler des familles sandinistes dans des [crimes de haine](#) atroces. Contrairement à la version des événements de *La Prensa*, les Nicaraguayens ont ressenti *le manque* de présence policière et l'absence de sécurité dans leurs quartiers, alors que beaucoup étaient les cibles de la violence.

Depuis mai, la stratégie de l'opposition a été de construire des barrages routiers armés à travers le pays, en bloquant les transports et en piégeant les gens. Les barrages routiers, généralement construits avec de gros pavés, sont tenus par 5 à 100 hommes armés avec des bandanas ou des masques. Alors que les médias parlent de jeunes idéalistes qui contrôlent les barrages routiers, la grande majorité des barrages routiers sont [contrôlés par des hommes rémunérés](#) qui viennent d'un milieu de [petite délinquance](#). Là où de grandes zones urbaines sont bloquées et interdites au gouvernement et aux forces de police, les activités liées à la drogue s'intensifient, et les [gangs de la drogue](#) contrôlent maintenant de nombreux barrages routiers et paient les salaires.

Ces barrages routiers ont été les centres de violence, les travailleurs qui doivent passer par des barrages routiers sont souvent volés, frappés, insultés et, s'ils sont soupçonnés d'être sandinistes, ligotés, déshabillés, [torturés](#), peints en bleu et blanc et parfois tués. Il y a trois cas de personnes qui sont morts dans des ambulances incapables de franchir les barrages routiers, et un cas d'une fillette de 10 ans enlevée et violée au barrage routier de Las Maderas. Lorsque les voisins organisés ou la police franchissent les barrages routiers, les groupes armés s'enfuient et se regroupent pour brûler des bâtiments, kidnapper ou blesser des gens par vengeance. Toutes les victimes que cette violence produit sont comptées par les médias grand public comme des victimes de la répression. Un mensonge total.

Le gouvernement nicaraguayen a fait face à cette situation en maintenant en grande partie la police à l'écart des rues, pour éviter les rencontres et les accusations de répression. En même temps, plutôt que d'arrêter simplement des manifestants violents, ce qui aurait certainement donné à l'opposition les morts au combat dont elle avait besoin, le gouvernement a appelé à un [dialogue national](#), sous la médiation de [l'Église catholique](#), dans le cadre duquel l'opposition peut présenter toute proposition de réforme politique et des droits de l'homme. Le gouvernement a créé une [commission parlementaire pour la vérité et la paix](#) et a lancé une enquête indépendante auprès du ministère public.

La police n'étant plus dans les rues, la violence de l'opposition s'est intensifiée tout au long des mois de mai et juin. En conséquence, un processus d'autodéfense de voisinage s'est développé. Des familles déplacées, des jeunes qui ont été battus, volés ou torturés, des vétérans de l'insurrection de 1979 et/ou de la guerre contre *la Contra*, organisent des veillées autour du quartier général du Front sandiniste dans chaque ville. Dans de nombreux endroits, ils ont construit des barricades contre les attaques de l'opposition et ont été faussement étiquetés comme forces paramilitaires par les médias. Dans les villes qui n'ont pas de telles barricades organisées par la communauté, le bilan humain de la

violence de l'opposition est beaucoup plus lourd. L'Union nationale des étudiants nicaraguayens a été particulièrement visée par la violence de l'opposition. Un délégué étudiant du Dialogue national, Leonel Morales, a été kidnappé, abattu d'une balle dans l'abdomen et jeté dans un fossé en juin, afin de saboter le dialogue et le punir pour avoir contesté le droit des étudiants du 19 avril de parler au nom de tous les étudiants nicaraguayens.

Depuis avril, quatre grands rassemblements de l'opposition ont été organisés pour mobiliser les Nicaraguayens de la classe moyenne supérieure qui vivent dans les banlieues entre Managua et Masaya. Ces rassemblements mettaient en vedette tout le gratin de la haute société, dont des reines de beauté, des propriétaires d'entreprises et des oligarques, ainsi que des étudiants universitaires du Mouvement du 19 avril, le haut lieu moral de l'opposition.

Trois mois après le début du conflit, aucun des morts ne faisait partie de la bourgeoisie. Tous sont issus des classes populaires du Nicaragua. Malgré les annonces d'une répression totale, la bourgeoisie se sent parfaitement en sécurité pour participer à des manifestations publiques de jour - bien que le dernier rassemblement en journée se soit soldée par une attaque chaotique de manifestants contre des squatters sur une propriété de Piero Coen, curieusement, l'homme le plus riche du Nicaragua. Les attaques armées nocturnes sont généralement menées par des gens qui viennent de quartiers pauvres, dont beaucoup sont payés deux à quatre fois le salaire minimum journalier pour chaque nuit de destruction.

Malheureusement, la plupart des organisations nicaraguayennes de défense des droits de l'homme sont financées par NED et contrôlées par le Mouvement pour la rénovation sandiniste. Ces organisations ont accusé le gouvernement nicaraguayen de dictature et de génocide tout au long de la présidence d'Ortega. Les organisations internationales de défense des droits humains, y compris [Amnesty International](#), ont été critiquées pour leurs rapports partiels, qui ne contiennent aucune des informations fournies par le gouvernement ou des individus qui s'identifient comme Sandinistes.

Le gouvernement a invité la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) de l'OEA, une entité basée à Washington, notoirement hostile aux gouvernements de gauche, à enquêter sur les événements violents du mois d'avril et à déterminer s'il y a eu répression. La nuit d'une escarmouche controversée sur l'autoroute à l'extérieur de l'Université agraire de Managua a mis fin à une trêve négociée de 48 heures, le directeur de la CIDH, Paulo Abrao Abrao, a visité le site pour [déclarer son soutien](#) à l'opposition. La CIDH [a ignoré la violence généralisée de l'opposition](#) et n'a rendu compte que de la violence défensive du gouvernement. Non seulement elle a été [catégoriquement rejetée](#) par le ministre des affaires étrangères du Nicaragua Denis Moncada comme une 'insulte à la dignité du peuple nicaraguayen', mais [une résolution approuvant le rapport de la CIDH](#) n'a été soutenue que par dix pays sur 34.

Pendant ce temps, le Mouvement du 19 avril, composé d'étudiants ou d'anciens étudiants universitaires en faveur d'un changement de régime, a envoyé une délégation à Washington et a réussi à aliéner une grande partie de la société nicaraguayenne [en souriant aux caméras](#) avec des membres interventionnistes d'extrême droite du Congrès américain, dont le représentant Ileana Ros Lehtinen, le sénateur Marco Rubio et le sénateur Ted Cruz. Les dirigeants du M19 ont également applaudi les aversissements belliqueux lancés par le vice-président Mike Pence selon lesquels le Nicaragua figure sur la courte liste des pays qui connaîtront bientôt ce qui signifie la liberté selon l'administration Trump, et ont rencontré le parti ARENA d'El Salvador, connu pour ses liens avec les escadrons de la mort qui ont assassiné le théologien Oscar Romero, l'archevêque de la théologie de la libération. Au Nicaragua, la masse critique d'étudiants a cessé de manifester il y a des semaines, les grandes manifestations civiques d'avril et de mai ont diminué, et les mêmes vieux visages familiers de la droite nicaraguayenne se retrouvent devant la note à payer des dégâts matériels massifs et des pertes de vie.

Pourquoi le Nicaragua ?

Ortega a remporté son troisième mandat en 2016 avec 72,4 % des suffrages avec un taux de participation de 66 %, très élevé par rapport aux élections US. Non seulement le Nicaragua a mis en place une économie qui traite les pauvres comme des producteurs, avec des résultats remarquables pour améliorer leur niveau de vie en 10 ans, mais il a aussi un gouvernement qui rejette constamment l'impérialisme américain, s'alliant à Cuba, au Venezuela et à la Palestine, et [exprime son soutien](#) à l'indépendance portoricaine et à une solution pacifique à la crise coréenne. Le Nicaragua est membre de l'Alliance bolivarienne des Amériques et de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes, une alternative latino-américaine à l'OEA, dont ni les États-Unis ni le Canada ne font partie. Il s'est également allié à la Chine pour un projet de canal et à la Russie pour la coopération en matière

de sécurité. Pour toutes ces raisons, les États-Unis veulent mettre en place un gouvernement nicaraguayen favorable aux États-Unis.

Plus important est l'exemple que le Nicaragua a donné pour un modèle social et économique réussi en dehors de la sphère de domination US. Générant plus de 75% de [son énergie](#) à partir de sources renouvelables, le Nicaragua était le seul pays ayant l'autorité morale pour s'opposer à l'Accord de Paris sur le climat, le jugeant [insuffisant](#) (il a rejoint le traité un jour après que Trump ait retiré les États-Unis, déclarant 'nous nous sommes opposés à l'accord de Paris par responsabilité, les États-Unis s'y opposent par irresponsabilité'). Le gouvernement FMLN d'El Salvador, bien que politiquement moins dominant que le Front sandiniste, a pris l'exemple de la bonne gouvernance au Nicaragua, [interdisant récemment l'exploitation minière](#) et la privatisation de l'eau. Même le Honduras, l'éternel bastion de la puissance US en Amérique centrale, avait montré des signes d'un déplacement vers la gauche, jusqu'au [coup d'État militaire soutenu par les États-Unis en 2009](#). Depuis lors, il y a eu une répression massive des militants sociaux, une [élection clairement volée en 2017](#), et le Honduras a permis l'expansion des bases militaires américaines près de la frontière nicaraguayenne.

En 2017, la Chambre des représentants des États-Unis a adopté à l'unanimité la [Nicaraguan Investment Conditionality Act](#) (NICA Act), qui, si elle est adoptée par le Sénat, obligera le gouvernement US à opposer son veto aux prêts consentis par des institutions internationales au gouvernement nicaraguayen. Cet [impérialisme US](#) paralysera la capacité du Nicaragua à construire des routes, à moderniser les hôpitaux, à construire des usines d'énergie renouvelable et à passer de l'élevage extensif à des systèmes intégrés d'élevage et de foresterie, entre autres conséquences. Il peut aussi signifier la fin de nombreux programmes sociaux populaires, comme l'électricité subventionnée, des tarifs d'autobus stables et le traitement médical gratuit des maladies chroniques.

Le pouvoir exécutif américain a utilisé la Global Magnitsky Act pour cibler les finances des dirigeants de la Cour suprême électorale, de la police nationale, du gouvernement de la ville de Managua et de l'ALBA au Nicaragua. Les policiers et les bureaucrates de la santé publique se sont entendus dire que leurs visas US avaient été révoqués. La question n'est pas de savoir si ces fonctionnaires ont ou n'ont pas commis des actes qui méritent leur réprimande au Nicaragua, mais si le gouvernement US a la juridiction pour intimider et s'en prendre aux fonctionnaires nicaraguayens.

Alors que [la violence sadique se poursuit](#), la stratégie des putschistes visant à chasser le gouvernement a échoué. La résolution de la crise politique passera par des élections, et le FSLN est susceptible de remporter ces élections, à moins d'une nouvelle offensive dramatique et improbable de la part de l'opposition de droite.

Une guerre des classes à l'envers

Il est important de comprendre la nature des coups d'État américains et oligarchiques de cette époque et le rôle des médias et de la tromperie des ONG parce qu'elle se répète dans de nombreux pays d'Amérique latine et dans d'autres pays. On peut s'attendre à une attaque similaire contre Andrés Manuel López Obrador, récemment élu au Mexique, s'il cherche à obtenir les changements qu'il a promis.

Les États-Unis cherchent à dominer le Nicaragua depuis [le milieu du XIX^e siècle](#). Les riches du Nicaragua ont cherché le retour de la gouvernance alliée aux États-Unis depuis que les Sandinistes ont pris le pouvoir. Cet échec du coup d'État ne signifie pas la fin de leurs efforts ou la fin de la désinformation dans les médias. Savoir ce qui se passe réellement et partager cette information est l'antidote pour les vaincre au Nicaragua et dans le monde entier.

Le Nicaragua est une guerre de classes à l'envers. Le gouvernement a relevé le niveau de vie de la majorité pauvre en redistribuant les richesses. Les oligarques et les États-Unis, incapables d'installer le néolibéralisme par le biais d'élections, ont créé une crise politique, mise en évidence par une fausse couverture médiatique pour forcer Ortega à démissionner. Le coup d'État échoue, la vérité émerge et ne doit pas être oubliée.

Kevin Zeese, Nils McCune

Kevin Zeese est un avocat qui codirige [Popular Resistance](#), basée aux États-Unis. Nils McCune fait partie de l'équipe technique de l'IALA Mesoamerica (Institut agroécologique d'Amérique latine au Nicaragua) et est chercheur à l'Université du Michigan.

Traduction « bon, avec ça, y'en a qui devraient comprendre, non ? » par Viktor Dedaj pour le Grand Soir avec probablement toutes les fautes et coquilles habituelles

»» <https://popularresistance.org/correcting-the-record-what-is-really-happening-in-nicaragua/>

URL de cet article sur Le Grand Soir :

<https://www.legrandsoir.info/retablir-les-faits-que-se-passe-t-il-reellement-au-nicaragua-popular-resistance.html>

Fil Facebook correspondant à ce billet :

<https://www.facebook.com/etienne.chouard/posts/10156473018017317>